

**30 mars 2014**

Face-à-face TVA

## **La droite populiste triomphe, la gauche à gauche s'effondre**

Le face-à-face de TVA ne peut que réjouir la droite populiste et décevoir la gauche à gauche. Il fut digne de ce réseau anti-syndical qui patenta un format propice aux clips et qui fit commenté le débat par cinq hommes de droite sans femme pour déranger leur arrogance.

Certes, la chef Solidaire a poussé quelques bonnes pointes (éthique, question nationale) et a fait valoir le social-libéralisme du parti (CLSC 24/7... mais pas tous et pas toujours avec médecins, taxer davantage les banques et les mines... de combien ? — le budget de la Coalition mains rouges exige 50% de plus de la part des entreprises et des riches individus que le cadre financier Solidaire— le Revenu minimum garanti... de quel montant ?, faire confiance à la négociation pour les retraites des travailleurs municipaux... avec quel rapport de forces ?). À noter les accointances avec la CAQ (nominations politiques, éthique de Couillard, abolir la taxe santé, anglicisation) et même au-delà (soutien aux aînés pour rester dans leur logement). Comme quoi le social-libéralisme est récupérable par le populisme, même de droite. Comme mentions plus acérées, il y a bien eu la gratuité du transport collectif... mais ce fut à l'initiative de l'animateur, et, sauf erreur, l'investissement de 20G \$ dans le transport collectif. Étonnant de dire que la contribution de l'État à l'aide aux investissements privés, c'est l'éducation surtout si on a rien à dire d'autre sur le sujet.

La suite des choses nous dira que proposent les Solidaires à propos de la fermeture de l'usine Electrolux de l'Assomption qui s'invite dans la campagne. Jusqu'à cette heure, le parti s'est tu sur le sujet alors que le trio néolibéral a parlé pour ne rien dire. En tout cas, la plate-forme affirme clairement qu'« *en cas de fermeture ou délocalisation d'entreprises, [le gouvernement] prendra possession des installations en bon état pour les transmettre à une nouvelle entreprise [et] la CPDQ soutien[dra] la création de coopératives de travailleurs et travailleuses si l'entreprise est viable.* » Voilà ce qui serait une occasion opportune pour marquer le champ politique d'un message fort signifiant que Québec solidaire veut construire un autre Québec et non être seulement l'amortisseur d'un rude néolibéralisme.

Là où les choses ont commencé à déraper lors du débat c'est à propos de la relativisation de la dette publique qui serait préférable à celle des familles. L'une et l'autre renforcent l'emprise du capital financier. L'endettement des familles au Canada étant tendu à la limite, l'endettement de l'État s'y substitue. En temps de vaches maigres où manquent les occasions d'investissement, le capital bancaire est plus qu'heureux de prêter à l'État, soutenu par les contribuables du 99%, et le capital manufacturier de s'enrichir grâce à la construction d'infrastructures publiques et à la gestion des services publics en sous-traitance ou PPP. Mais il faut garantir rentabilité des prêts et solvabilité de la dette. La hausse des primes de risque — le Québec est à la zone ALÉNA ce que la France est à l'Union européenne (UE) — guette un Québec dirigé à gauche. Les détenteurs de capitaux exigeront encore plus d'austérité sociale pour financer les infrastructures lucratives pour le capital, le tout gonflé par la corruption qui trouvera d'autres chemins, et garantir le remboursement des prêts.

Il ne faut pas être dupe de ce faux « équilibre budgétaire » qui ne vaut que pour les dépenses sociales pendant que grimpe l'endettement hors budget pour le financement des infrastructures. La vigilance du capital sera encore plus forte si ces infrastructures s'en prennent au complexe auto-pétrole et à celui ABC (asphalte-bois-ciment) parasitant l'État québécois. La Banque du Canada et le gouvernement canadien, financièrement solide et socialement irresponsable grâce à la division des pouvoirs constitutionnels, sert de filet de sécurité ultime au capital vis-à-vis les provinces. Parmi elles, le Québec est la plus endettée per capita de par ses programmes sociaux plus généreux lesquels enragent le capital. Cette relation s'apparente à celle de la Banque et du gouvernement de l'UE par rapport aux États membre de l'Union. L'étranglement de l'Europe du

Sud montre la voie d'un Québec provincial visant le plein emploi écologique et comptant sur le capital pour financer la verte sortie du pétrole.

Tant pour faire oublier ce social-libéralisme tout à fait récupérable qui ne modifie en rien la donne sociale que pour faire diversion sur l'acceptation de sa soumission au capital, la chef Solidaire appelle au « rêve » de l'indépendance par une Assemblée constituante et un référendum lors du premier mandat. On comprend bien la tactique de récupération du vote indépendantiste auprès des péquistes qui s'accrochent à l'illusion PKP et d'Option nationale. Encore faudrait-il en informer le député de Mercier qui déclare en anglais au réseau CTV que « *Nous sommes pour la souveraineté du Québec mais, pour moi, ce n'est pas la séparation. C'est le renouvellement de l'unité du Canada* ». La devise secrète du député, réputé pour son tire-au-flanc, semble être « Plaire à son auditoire à tout prix ».

Il faut toutefois réaliser le cul-de-sac, si ce n'est le danger mortel, de cette froide stratégie constitutionnelle qui se veut respectueuse des institutions parlementaires fédérales indépendamment de la loi de la dite de la clarté. Sans un mouvement de fond de la rue, bien au-delà du Printemps érable, ou bien cette stratégie se butera sur le mur électoral des « conditions gagnantes » ou bien, si jamais survenait une conjoncture non prévisible à ce jour d'effondrement du fédéralisme canadien à la manière soviétique, tchécoslovaque ou yougoslave, elle aboutirait à la victoire d'un nationalisme réactionnaire comme on en trouve mille et un modèles chez les pays formellement indépendants issus de ces trois effondrements d'États fédéraux.

Ce dont il faut « rêver » en y travaillant d'arrache-pied, c'est une réédition d'un Printemps érable anti-austérité et pour la gratuité des services publics, dont le transport public mais aussi scolaire et de tous les services de santé, décuplé cette fois d'une grève sociale. C'est une telle stratégie qui déblaiera le chemin vers l'indépendance pour exproprier les banques et sauver la langue. C'est un appel dans cette direction qu'on attendait de la chef Solidaire dans la dernière partie du débat et dans cette minute et demie de conclusion du face-à-face au lieu d'un appel totalement vide de contenu tombant à plat.

Reste que l'as Solidaire est la seule carte que la gauche puisse jouer à moins de tomber soit dans le piège grossier du vote tactique, dit faussement vote stratégique, ou du stérile abstentionnisme anarchiste ou du désespoir.

Marc Bonhomme, 30 mars 2014

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)